

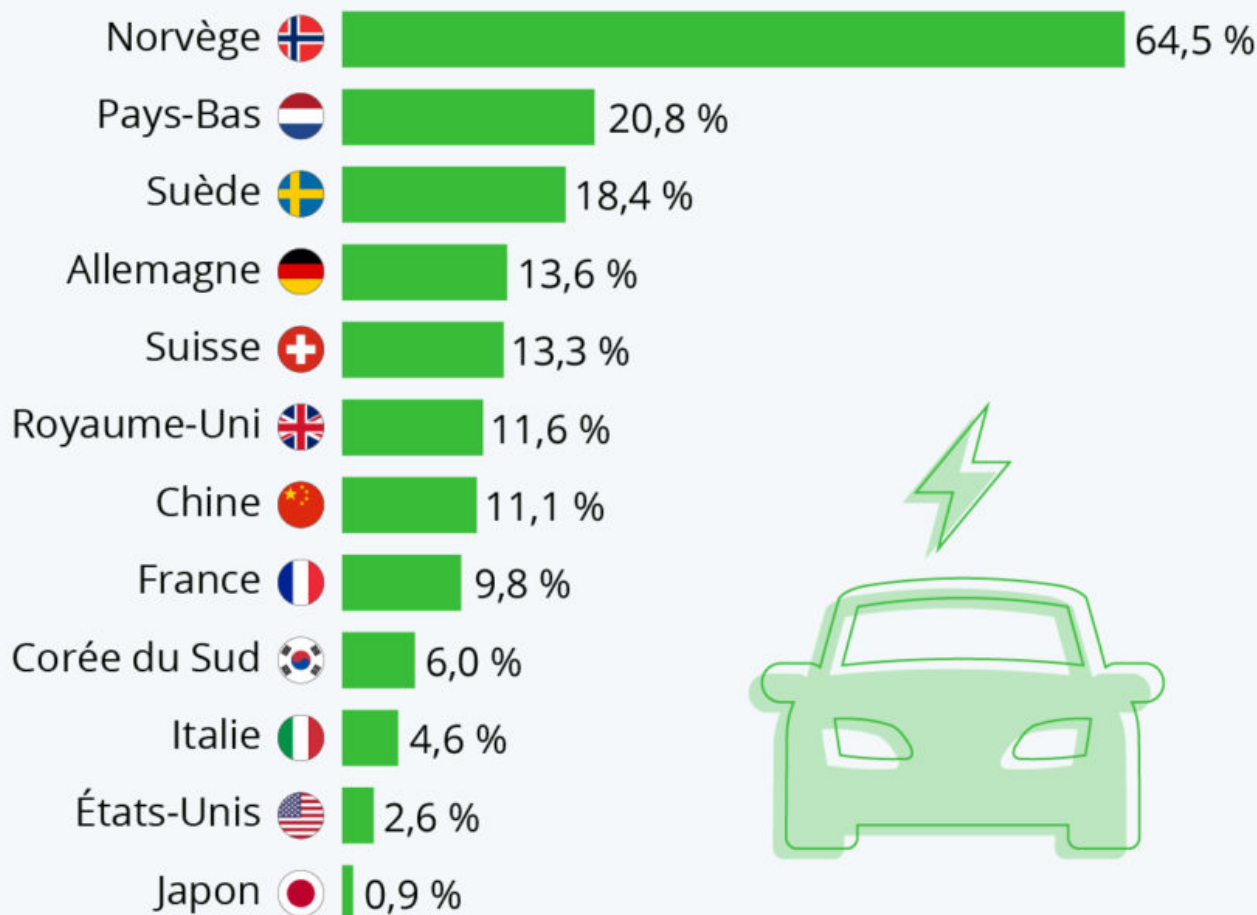
Ecrit par le 31 janvier 2026

Mobilité électrique : l'Europe en pole position

Ecrit par le 31 janvier 2026

Mobilité électrique : l'Europe en pole position

Part des véhicules 100 % électrique dans les nouvelles immatriculations de voitures particulières en 2021



Sélection de pays.

Source : Strategy& - PwC



statista

Ecrit par le 31 janvier 2026

Malgré un contexte difficile pour l'[industrie automobile](#), affectée par les pénuries de composants et de matières premières, les [véhicules électriques](#) ont continué de progresser de façon spectaculaire en 2021. Par rapport à l'année précédente, les ventes mondiales de voitures particulières 100 % électrique ont plus que doublé pour atteindre environ 4,4 millions d'unités selon le [bilan annuel](#) publié par PwC. La Chine représente de loin le plus grand marché en volume, le pays ayant écoulé à lui seul 2,9 millions d'unités.

Mais si l'on regarde les parts de marché des modèles tout électrique, l'Europe est toujours en pole position. Comme les années précédentes, la Norvège constitue l'exception la plus notable en tête de liste : en 2021, près de deux voitures nouvellement immatriculées sur trois étaient électriques. Les Pays-Bas et la Suède affichent également parmi les parts de marché les plus élevées, respectivement 20,8 % et 18,4 %, témoignant de l'adoption rapide de la mobilité électrique en Europe du Nord. En [France](#), les voitures électriques pures ont atteint près de 10 % des nouvelles immatriculations en 2021.

Hors d'Europe, c'est la Chine qui domine sur le plan de l'adoption, avec environ 11 % de part de marché en 2021. Comme le révèle notre graphique, les États-Unis et le Japon sont plutôt à la traîne : le tout électrique n'ayant représenté que respectivement 2,7 % et 0,9 % des ventes dans ces pays l'année dernière.

C'est un ensemble de [mesures politiques](#) avantageuses – exonérations fiscales, gratuité des péages et autres incitations économiques – qui a permis à la Norvège de promouvoir avec un tel succès l'achat de véhicules électriques. Mais ce modèle reste difficilement transférable ailleurs. Tout d'abord en raison de son coût, la Norvège subventionnant l'achat de l'électricité à un niveau que peu d'autres pays pourraient se permettre. Et deuxièmement, car il s'agit d'une économie qui dispose d'un niveau de revenu parmi les plus élevés au monde (ironiquement grâce à ses réserves de pétrole), ce qui représente un net avantage en matière d'accessibilité financière pour la population.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Ryanair va desservir Dublin depuis l'aéroport de Nîmes-Garons

Ecrit par le 31 janvier 2026



La compagnie aérienne irlandaise [Ryanair](#) va ouvrir une nouvelle ligne entre Dublin et [l'aéroport Nîmes-Alès-Camargue-Cévennes](#). La compagnie low-cost proposera 2 vols par semaine, les mardis et samedis, du 1er avril au 31 octobre 2022. Les temps de vols seront de 2h35 depuis la Provence et de 2h20 depuis l'Irlande. Il faudra compter au moins une cinquantaine d'euros pour un trajet aller (même si certains vols sont encore proposés à seulement une vingtaine d'euros selon les dates).

Cette nouvelle ligne viendra compléter le retour des dessertes de Bruxelles, Londres, Fès et Marrakech proposées par [Nîmes Métropole](#) et son délégataire [Edéis](#) depuis la plateforme aéroportuaire gardoise située à Garons.

« Nous sommes ravis d'annoncer cette nouvelle route vers Dublin qui améliorera encore la connectivité entre la France et l'Irlande », se félicite [Jason McGuinness](#), directeur commercial de Ryanair.

Nîmes ne manque pas d'Eire

« Nous sommes en train d'inverser la tendance et de redonner une dynamique économique et touristique à cette infrastructure majeure de notre territoire », complète [Franck Proust](#), président de Nîmes

Ecrit par le 31 janvier 2026

Métropole dont le but est de « faire de cet aéroport l'un des grands atouts de notre territoire ».

Auparavant, l'agglomération et son délégataire se sont activés en 2021 pour retrouver toutes les destinations antérieures à la période Covid. Cela étant fait, l'objectif est désormais d'ouvrir de nouvelles lignes et de diversifier les destinations au départ de Nîmes, à l'image de cette nouvelle ligne vers la capitale de la république d'Irlande.

Car au-delà de la connexion à Dublin, il s'agit de créer un lien avec le 2^e plus gros hub de la compagnie Ryanair, permettant la connexion à plus d'une centaine de villes en Europe (le plus gros hub étant l'aéroport de Londres-Stansted auquel Nîmes est déjà connecté). En outre, une escale par l'aéroport de Dublin permettra aussi de réaliser l'ensemble des formalités d'entrée pour les voyageurs se rendant aux Etats-Unis, avant leur départ, grâce au système de 'preclearance' (= installations de pré-contrôle aux frontières des États-Unis).



@Rodolosi Enzo

Porte d'entrée de la Grande Provence et site majeur de la sécurité civile

« Cette nouvelle ligne permet à l'aéroport d'entamer la diversification de son réseau pour se connecter à de nouveaux marchés touristiques et ancrer le positionnement de l'aéroport nîmois comme porte d'entrée de la Grande Provence », souligne [Grégory Merele](#), directeur de l'aéroport. En parallèle, Edeis s'est engagé à compléter les investissements réalisés par l'Agglo pour améliorer 'significativement' la

Ecrit par le 31 janvier 2026

rénovation des infrastructures destinées aux passagers.

Par ailleurs, accueillant déjà depuis 2017 la flotte des bombardiers d'eau de la sécurité civile française, Nîmes Métropole a lancé la rénovation des bâtiments de bord de piste et la construction de nouveaux hangars pour accueillir des entreprises sur cette la base aéroportuaire est en passe de devenir un des sites majeurs européen de la sécurité civile.

Avignon 28e ville de France la plus chère pour faire son plein

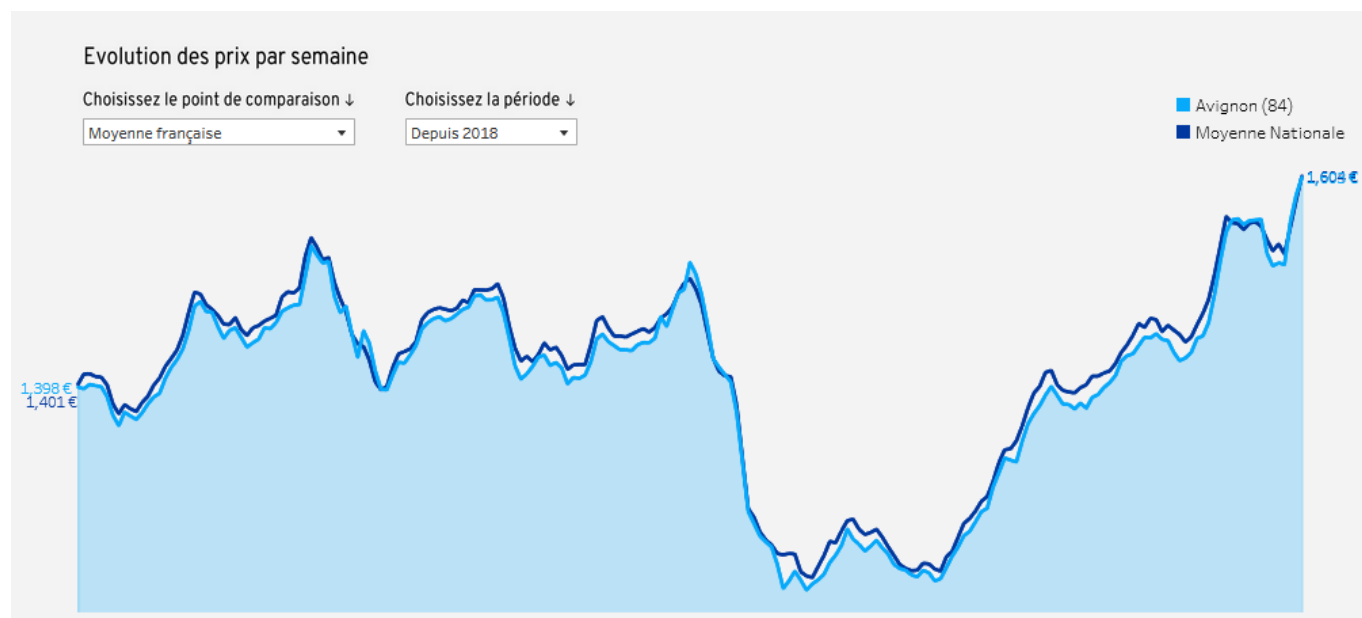


S'appuyant sur les données du portail prix-carburants.gouv.fr le site comparateur de voitures et

Ecrit par le 31 janvier 2026

guide d'achat [Caroom.fr](https://www.caroom.fr) vient de dresser [un état des lieux du prix des carburants dans les 50 plus grandes villes françaises](#). Avignon y figure en 28^e position avec une hausse des carburants de près de 22% en 1 an. Une augmentation aussi observée dans les principales villes de Vaucluse.

Avec un prix moyen de 1,603€ pour 1 litre de gazole en janvier 2022, Avignon figure en 28^e position des villes françaises en termes de coûts des carburants. En 1 an, les 14 points de vente références de la cité des papes ont vu le prix moyen du litre de gazole augmenter de 0,288€, soit une hausse de +21,89%. Pour les automobilistes locaux, le coût moyen d'un plein de 40 litres* à Avignon est ainsi passé de 52,60€ en janvier 2021 à 64,11€ 12 mois plus tard, soit une hausse de +11,51€. Pour rappel, mi-novembre 2018, date du début du mouvement des Gilets Jaunes, le prix du litre de gazole était à Avignon de 1,471€.



Evolution du prix moyen de 1 litre de gazole à Avignon depuis 2018.

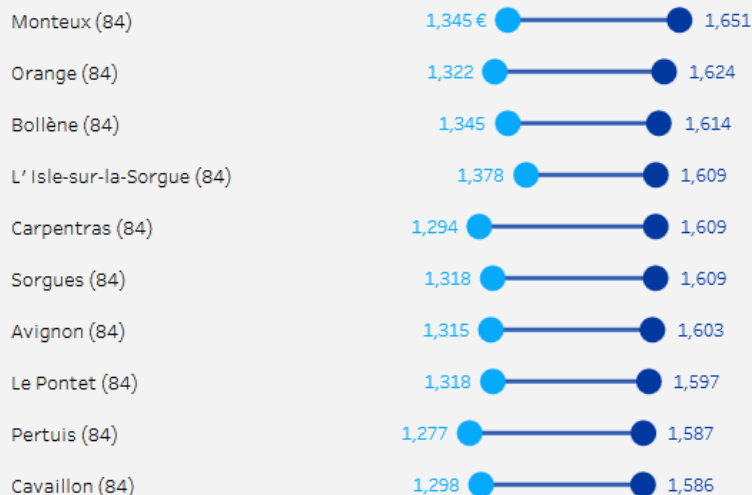
Velleron le plus cher, les Taillades le moins coûteux

Dans le reste du Vaucluse c'est à Velleron que l'on constate le prix le plus élevé pour 1 litre de gazole (1,675€). Derrière arrivent les villes de Montoux (1,651€), Orange (1,624€), Bollène (1,614€), Isle-sur-la-Sorgue (1,609€) et Sorgues (1,609€) qui sont toutes plus chères qu'Avignon. A l'inverse, c'est au Pontet (1,597€), Pertuis (1,587€), Cavaillon (1,586€) et les Taillades (1,586€) que les automobilistes du département s'en tirent le mieux. Au final, le Vaucluse affiche une hausse moyenne de +21,96% en un an alors que le prix moyen du litre de gazole s'affiche à 1,603€.

Ecrit par le 31 janvier 2026

1,675€
prix maximum observé :
Velleron (84)

1,586€
prix minimum observé :
Taillades (84)

Prix observés dans les principales villes du département, **2021** vs. **2022**

Comparatif 2021-2022 du prix moyen de 1 litre de gazole dans les principales villes de Vaucluse.

Mieux vaut faire son plein à Aix ou à Nîmes

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est à Toulon que l'on trouve le prix le plus élevé pour 1 litre de gazole (1,621€ - 15^e rang national). En 27^e position, Marseille (1,604€) figure juste devant Avignon. Suivent ensuite Nice (30^e avec 1,602€) et Aix-en-Provence (38^e avec 1,593€). En Paca, la hausse moyenne est de +20,75% en un an et le prix moyen du litre de gazole s'établit à 1,607€. Chez nos voisins, Montpellier (11^e) affiche des coûts élevés (1,625€) alors que Nîmes (45^e) s'en sort beaucoup mieux (1,585€).

Au niveau national, [l'outil](#) mis en place par [Flashs](#), l'agence spécialisée en data, et Caroom.fr constate les plus fortes hausses à Brest (+25,17%), le Havre (+24,39%) et Vitry-sur-Seine (+24,24%). Dans le même temps, c'est à Grenoble que se trouve le gazole le plus cher de l'Hexagone (1,677€) devant Montreuil (1,655€) et Nanterre (1,650€) qui complètent le podium de ce top 50 à découvrir ci-dessous.

**Le gazole représentant plus de 70% des carburants vendus en France, c'est ce type de carburant qui a été retenu comme exemple pour cette étude.*

Ecrit par le 31 janvier 2026

Prix observé dans les 50 plus grandes villes françaises

Grenoble (38) - 01	1,677 €
Montreuil (93) - 02	1,655 €
Nanterre (92) - 03	1,650 €
Versailles (78) - 04	1,645 €
Paris (75) - 05	1,638 €
Roubaix (59) - 06	1,637 €
Argenteuil (95) - 07	1,637 €
Vitry-sur-Seine (94) - 08	1,636 €
Aubervilliers (93) - 09	1,633 €
Créteil (94) - 10	1,627 €
Montpellier (34) - 11	1,625 €
Annecy (74) - 12	1,625 €
Mulhouse (68) - 13	1,623 €
Strasbourg (67) - 14	1,623 €
Toulon (83) - 15	1,621 €
Lyon (69) - 16	1,621 €
Metz (57) - 17	1,620 €
Saint-Étienne (42) - 18	1,616 €
Rouen (76) - 19	1,615 €
Clermont-Ferrand (63) - 20	1,614 €
Tourcoing (59) - 21	1,612 €
Bordeaux (33) - 22	1,611 €
Besançon (25) - 23	1,609 €
Toulouse (31) - 24	1,607 €
Tours (37) - 25	1,606 €
Rennes (35) - 26	1,604 €
Marseille (13) - 27	1,604 €
Avignon (84) - 28	1,603 €
Orléans (45) - 29	1,603 €
Nice (06) - 30	1,602 €
Reims (51) - 31	1,602 €
Dijon (21) - 32	1,598 €
Villeurbanne (69) - 33	1,598 €
Perpignan (66) - 34	1,596 €
Nantes (44) - 35	1,595 €
Lille (59) - 36	1,595 €
Limoges (87) - 37	1,595 €
Aix-en-Provence (13) - 38	1,593 €
Caen (14) - 39	1,593 €
Amiens (80) - 40	1,591 €
Dunkerque (59) - 41	1,590 €
Le Mans (72) - 42	1,590 €
Nancy (54) - 43	1,589 €
Le Havre (76) - 44	1,589 €
Nîmes (30) - 45	1,585 €
Brest (29) - 46	1,578 €
Poitiers (86) - 47	1,576 €
Angers (49) - 48	1,574 €

Données recueillies à partir du portail open data "prix-carburants.gouv.fr", dernière mise à jour le 10 janvier 2022.

Les données sont enrichies et complétées via la base légale de population produites par L'INSEE (2018)

Certaines villes peuvent ne pas apparaître dans le classement du à une absence d'enregistrements dans les données publiques pour la dernière semaine de données.

Ecrit par le 31 janvier 2026

Avec 4,85 millions de kilomètres par an, ça roule pour Voyages Arnaud



Cela fait plus d'un siècle que l'aventure a débuté pour [Voyages Arnaud](#). L'entreprise basée à Carpentras a su traverser le temps afin de s'adapter à son territoire ainsi qu'à son époque. Aujourd'hui, les nouveaux défis passent notamment par la transition écologique et la difficulté à recruter de nouveaux chauffeurs.

L'aventure familiale dédiée aux voyages en car a débuté il y a plus d'un siècle, en 1920 chez les Arnaud, à Saint-Zacharie à la limite des Bouches-du-Rhône et du Var dans le Pays d'Aubagne. C'est le grand-père, Aloys Arnaud, qui a eu l'idée de créer cette entreprise avec au début, des chevaux qui tractaient. Lui ont succédé Adrien, son fils, puis Gabriel, son petit-fils. Le premier autocar de la société a été acquis en

Ecrit par le 31 janvier 2026

1938. En 1981, 'Les Voyages Arnaud' s'installent à Carpentras avec une autre adresse un peu plus tard à l'Isle-sur-la-Sorgue et des dépôts désormais à Orange, Cavaillon et Le Thor notamment.



Les Autocars Arnaud à l'Isle-sur-la-Sorgue en 1938.

En tout l'entreprise totalise 150 véhicules dont une quinzaine dédiée aux transports de proximité. On voit ainsi des bus Arnaud qui irriguent les transports urbains de Sorgues, Châteaurenard et dans les agglomérations du Grand Avignon et de Carpentras (Cove).

Tout le reste, en dehors des mini-bus, ce sont majoritairement des autocars (où l'on est assis confortablement et on fait de plus longs trajets), dans le Vaucluse mais bien au-delà, vers l'aéroport de Marseille-Provence à Marignane, les gares routière et TGV d'Aix et dans l'Europe entière pour des déplacements touristiques.

« Du clef en main. »

« Nous avons aussi une agence de voyages pour les groupes, les clubs, les associations de retraités par exemple, explique Jérôme Mouret, le président actuel du groupe. Elle crée du sur-mesure, avec un itinéraire à la demande, un programme culturel, patrimonial, on réserve les hôtels et les restaurants. Bref, du clef en main. »



Ecrit par le 31 janvier 2026

Evidemment, avec la crise sanitaire pendant plus d'un an et demi, l'entreprise a vécu au ralenti. « Confinement, télé-travail, lieux culturels fermés, festivals annulés, tourisme en berne, tous les cars étaient garés sur le parking, sans bouger. Mais avec la vaccination anti-Covid, on sort de la crise, petit à petit, notre activité reprend », se réjouit-il.

Car une flotte de 150 véhicules, c'est d'abord un coût d'achat (200 à 300 000€ pour un bus en ville, 350 à 400 000€ pour un car long-courrier), il faut les renouveler tous 5 à 10 ans, les entretenir grâce à une dizaine de mécanos, carrossiers, électriciens, passer à la pompe pour remplir d'énormes réservoirs avec un prix des carburants en hausse constante depuis des mois « Et on ne peut répercuter les hausses qu'un an après, éventuellement » regrette Jérôme Mouret.

Le coût de la transition écologique

Aujourd'hui, pour parcourir 4 850 000 km par an, le groupe vauclusien dispose des véhicules thermiques (Iveco et Mercedes-Setra) « Mais la transition s'amorce pour suppléer le gas-oil avec l'hydrogène et l'électrique, le problème c'est que les coûts sont exorbitants, explique le patron, ils doublent pour l'hybride et ils triplent pour l'hydrogène. Il nous faudra attendre un peu pour qu'ils deviennent abordables. »

Fin 2013 Voyages Arnaud a été la première entreprise Vauclusienne à avoir signé la charte d'engagement volontaire de réduction des émissions de CO2 des transporteurs routiers de voyageurs. Cette charte a été renouvelée en 2017.

Ecrit par le 31 janvier 2026



Jérôme Mouret devant l'un des bus électriques du groupe vauclusien de transport et de voyage.

Recherche chauffeurs désespérément

Autre préoccupation majeure pour l'entreprise, et elle n'est pas la seule dans ce cas : le manque de chauffeurs. Du coup, en octobre, elle a imaginé et lancé avec Pôle-Emploi le 'Job Bus Tour Voyages Arnaud', qui a notamment fait étape à Sorgues, Carpentras, Mazan, Sarrians, Jonquières, Montoux pour aller au-devant des chômeurs, des seniors privés d'emplois, des jeunes qui ne sont pas encore entrés dans la vie active. Objectif : leur expliquer l'intérêt de ce métier, les services qu'il rend, le contact avec les voyageurs. Elle les forme, notamment à conduire un bus scolaire, s'assurer que les élèves ont attaché leur ceinture, ne soient pas trop dissipés et évitent de distraire le chauffeur. Elle les embauche quand ils sont aptes.

Le bus de l'OM

Sujet de satisfaction même s'il est peu connu... « Arnaud Voyages » a un contrat avec l'OM pour transporter l'équipe de foot iconique dans tous ses déplacements en championnat de Ligue 1. « On a la chance de voir les stars de l'OM dans notre bus quand ils ne prennent pas l'avion. Mais on transporte de toutes façons le matériel, les tenues d'entraînement, les maillots bleus et blancs, les survêtements, les ballons. Parfois, on bénéficie d'une escorte pour certains matches à haute tension, mais c'est rare.

Ecrit par le 31 janvier 2026

L'Olympique de Marseille a des supporters d'une telle ferveur que c'est un bonheur de ramener leurs champions au Stade Vélodrome après une victoire. »



Cela fait une dizaine d'années maintenant que Voyages Arnaud assure le transport des joueurs et du matériel de l'OM.

« Après plus d'un siècle de transports, Arnaud qui a survécu à 2 guerres mondiales a la chance d'avoir toujours eu des personnels de qualité (160 salariés aujourd'hui) qui ont su au fil des décennies, quoi qu'il arrive, préserver cette entreprise familiale. La résilience, c'est notre ADN » conclut Jérôme Mouret qui affiche un chiffre d'affaires de 14M€.

Enedis, plus loin dans la mobilité électrique

Ecrit par le 31 janvier 2026



Un million de véhicule électrique en 2022. Comment trouver les solutions de recharge partout et pour tous pour accélérer la transition énergétique ?

Ça se voit. Le parc des voitures particulières commence à changer : depuis le début de l'année les véhicules électriques ou hybrides rechargeables représentent près de 15% des ventes. La France en comptait plus de 600 000 au premier avril dernier, la plupart utilisés par des particuliers et des entreprises.

Mais tout le monde ne dispose pas d'une prise électrique pour faire le plein. « Neuf recharges sur dix se font à la maison ou sur le lieu de travail. Il y a donc un problème de disponibilité des bornes sur le domaine public », entame Sébastien Quiminal, directeur Enedis Vaucluse. « Les recharges ouvertes au public sont nécessaires pour ceux qui n'ont pas d'autre solution, pour les utilisateurs intensifs, ou pour les longs trajets comme les départs en vacances. En définitive, la certitude de ne pas tomber en panne sèche, même en cas d'imprévu, est déterminante pour tous ceux qui se déplacent ou qui voudraient acquérir une voiture électrique ». Et la conserver. Les difficultés d'usage d'une voiture 'zéro émission' ont poussé près de deux Californiens sur dix à revenir au moteur thermique. Or, aux yeux des pouvoirs publics, la conversion du parc automobile est un levier majeur pour réussir la 'transition écologique'.

Une démarche collective pour la mobilité électrique

Ecrit par le 31 janvier 2026

Organisé, planifié, coordonné dans chaque territoire, le déploiement des bornes a été retardé pendant le confinement. L'objectif de 100 000 nouveaux points de charge ouverts au public fin 2021 ne sera probablement pas atteint. Quoiqu'il advienne, il faudra faire un gros effort d'équipement. Enedis a donc été chargé de faciliter la mise en place des Schémas directeurs pour les infrastructures de recharge des véhicules électriques (Sdirve) qui permettent aux collectivités de promouvoir la mobilité électrique sur chaque territoire.

« Concrètement, nos équipes dressent une cartographie des lieux où sont implantées ces bornes et des endroits où l'on peut en mettre d'autres au meilleur coût. » Le gestionnaire du réseau électrique français met donc son expertise de la distribution au service des élus pour optimiser l'installation en vue d'une bonne qualité de service (puissance, état de marche, maintenance, localisation). Non sans prendre part au coût de raccordement : « 75% est payé par Enedis pour tous ceux qui vont prendre la décision d'ici la fin de l'année de s'équiper avant fin juin prochain, 40% au-delà » ajoute Sébastien Quiminal. C'est donc un enjeu financier important, sachant qu'une borne coûte, en plus du raccordement, entre 2 000 à 5 000€, sans tenir compte des coûts de génie civil.

La situation dans le Vaucluse

« Les syndicats d'énergie qui regroupent les communes pour la gestion et du contrôle de la distribution électrique ont été les premiers (ndlr : 2013) - avec l'aide de l'Ademe - à développer les stations de recharge ouvertes au public. Ils en sont les premiers acteurs aujourd'hui ». Alexandre Thomas, directeur du Syndicat d'énergie vauclusien (Sev) souligne que 74 bornes, permettant de récupérer 150 kilomètres par heure de charge, ont été installées à ce jour dans 48 des 140 communes du département qu'il couvre. Les usagers peuvent connaître les modalités (tarifs, carte des bornes, application sur téléphone) sur Vauclus'elec.

Ecrit par le 31 janvier 2026



- Que dire de ce déploiement ?

Le modèle doit trouver son équilibre économique. Assurant la maîtrise d'ouvrage complète depuis l'installation, la maintenance, le service monétique le Sev constate que le seuil de rentabilité n'est pas atteint à l'échelle du parc. « Les communes comblent en cas de déficit financier. En moyenne, nos bornes affichent une dizaine de sessions de recharge par mois ce qui reste insuffisant. Mais il y a une dynamique avec le décollement des ventes de véhicules électriques depuis le Covid. Le chiffre d'affaires des bornes a fortement progressé depuis lors

- Faut-il encore convaincre les élus de s'engager dans l'équipement de leurs communes en bornes électriques ?

« Les maires sont demandeurs parce qu'une borne fait venir des gens. Depuis les dernières élections municipales, beaucoup aimeraient en avoir. La rentabilité, si la dynamique actuelle d'équipement et de subvention se poursuit, est en vue sur une période de 5 à 6 ans. C'est un enjeu, mais celui qui consiste à attirer des touristes ayant un bon pouvoir d'achat compte aussi avec les revenus importants qu'ils

Ecrit par le 31 janvier 2026

génèrent dans notre département. »

Quels changements pour les réseaux électriques ?

L'essor des véhicules électriques va poser la question du renforcement du réseau de distribution et de l'adaptation des lignes électriques. Non seulement sur le domaine public - une borne de charge rapide demande autant de puissance d'un quartier d'habitation d'une quarantaine de maisons - mais encore dans le parc résidentiel collectif où vivent près d'un français sur deux. « Un nouveau décret paru en septembre améliore l'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques dans les immeubles soumis au statut de la copropriété en assouplissant les règles de vote en la matière », précise Sébastien Quiminal. Le demandeur pourra donc passer par le réseau de distribution public sans avances de frais.

Le chantier s'annonce très important afin de suivre l'extension du parc de véhicule à batterie rechargeables estimé à un million d'unité en 2022.

Actuellement, Enedis prend part à plus de 200 projets liés à la mobilité électrique à travers le territoire national. L'entreprise expérimente des services autour de la recharge, notamment sur son pilotage et sur l'optimisation du stockage d'énergies renouvelables dans la batterie du véhicule. Les batteries des véhicules électriques peuvent par exemple stocker au bon moment de l'électricité d'origine renouvelable ou alimenter son domicile en autoconsommation lorsque la demande d'électricité est forte.

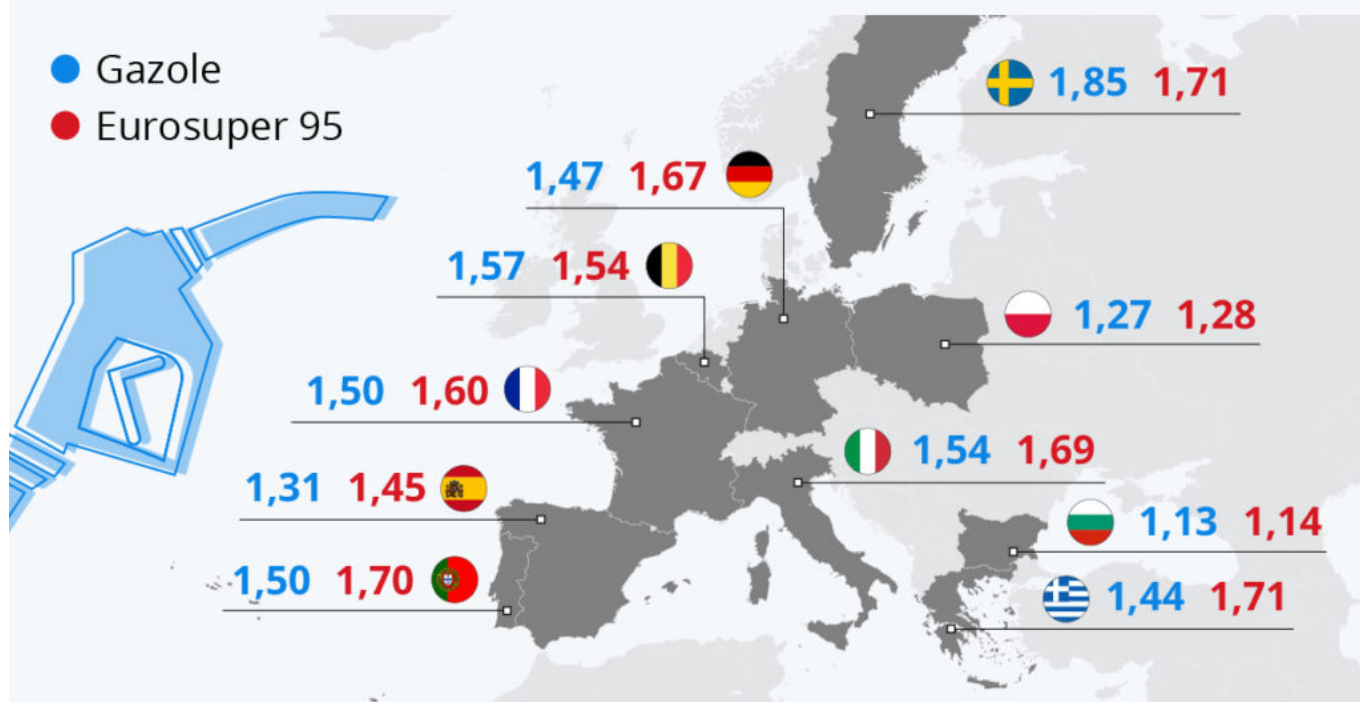
« L'innovation est au cœur de ces sujets de mobilité. C'est pourquoi nous sommes partenaires du forum 'Energy for smart mobility' (ndlr : qui vient de se dérouler à Marseille les 6 et 7 octobre derniers) organisé par le pôle de compétitivité [Capenergie](#) réunissant plus de 500 acteurs en région pour développer une filière énergétique d'excellence à l'échelle territoriale et devenir un pôle de référence en Europe ».

Carburants: une comparaison européenne

Ecrit par le 31 janvier 2026

Carburants : une comparaison européenne

Prix du litre de gazole et d'Eurosuper 95
dans une sélection de pays de l'UE (en euros) *



* Toutes taxes comprises. Dernières données disponibles: 4 octobre 2021.

Source : Commission européenne



statista

Le litre de gazole est vendu plus de 1,53 euro en moyenne dans les stations-service françaises, selon les données du ministère de la Transition écologique publiées le 11 octobre, battant ainsi le précédent record de 2018 lors de la crise des gilets jaunes. Si le prix des [carburants](#) flambe depuis plusieurs mois, notre graphique montre une comparaison du prix du gazole et de l'Eurosuper 95 (toutes taxes comprises) dans une sélection de pays de l'Union européenne.

Ecrit par le 31 janvier 2026

Le prix du carburant est-il donc réellement plus élevé en France qu'à l'étranger ? Selon les données de la [Commission européenne](#) (les dernières données disponibles datant du 4 octobre 2021) la France fait en effet partie des pays de l'UE où le litre à la pompe de gazole est le plus cher : 1,50 € contre 1,47€ en Allemagne, par exemple. Mais les Suédois (1,85€) ou encore les Belges (1,57€) paient plus cher. Pour l'Eurosuper 95, il fallait déboursier 1,60 € en France en date du 4 octobre, contre 1,67 € chez nos voisins d'outre-Rhin ou encore 1,71 € en Grèce.

De Claire Jenik pour [Statista](#)

Grand Avignon : l'Etat va apporter 7,83M€ pour la 2e phase du tramway



Ecrit par le 31 janvier 2026

Jean Castex, premier ministre, vient d'annoncer les lauréats de l'appel à projets lancé en décembre dernier pour les transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux. Dans ce cadre, le Grand Avignon a obtenu une participation de l'Etat d'un montant de 7,83M€ pour la réalisation de la 2e tranche du tramway de la cité des papes. Cette ligne qui comprendrait 6 stations doit relier le parking de l'île Piot au quartier Saint-Lazare, devant l'université. La portion de 3,2km viendra compléter, d'ici 2025, les 5,2 km de la première ligne reliant la porte Saint-Roch au terminus de Saint-Chamand. Le coût de cette phase 2 est estimé à plus de 61M€.

2,15M€ pour la navette express avec Les Angles

Dans le même temps, le premier ministre a aussi annoncé que l'Etat va participer à hauteur de 2,15M€ à un autre projet de transport du Grand Avignon : celui de navette express entre Les Angles et Avignon. Cette liaison prévue d'ici 2024 entre le rond-point Grand Angles et le centre-ville via la RN 100, avec une voie au moins en site propre, comprend aussi la création d'un parking relais de 200 places ainsi que de nombreux aménagement de voirie (budget estimé à 17M€).

187 dossiers retenus pour se partager 900M€

En tout, avec les 2 projets du Grand Avignon, 187 dossiers ont été retenu au niveau national (dont 11 en Paca - voir carte ci-dessous) lors de ce 4^e appel à projets initialement doté d'une enveloppe de 450M€, puis réévalué à 900M€ dans le cadre du plan France relance 2020-2022.

« Le Premier ministre a souhaité que ce montant soit doublé afin de soutenir l'investissement des collectivités territoriales dans un secteur durement éprouvé par la pandémie, » explique le ministère chargé des transports. Pour être éligible, les projets retenus ne devaient pas avoir commencé les travaux à la date de lancement de l'appel à projets, et doivent les démarrer avant fin 2025.

Ecrit par le 31 janvier 2026

PROJETS LAURÉATS

Le Premier ministre a annoncé ce mercredi 6 octobre 2021 l'ensemble des projets lauréats ainsi que les subventions de l'État associées. Ces dernières seront délivrées par l'Agence de financement des infrastructures de transport de France après conventionnement avec le porteur de projet. Pour bénéficier de ces subventions, les travaux devront démarrer avant fin 2025.

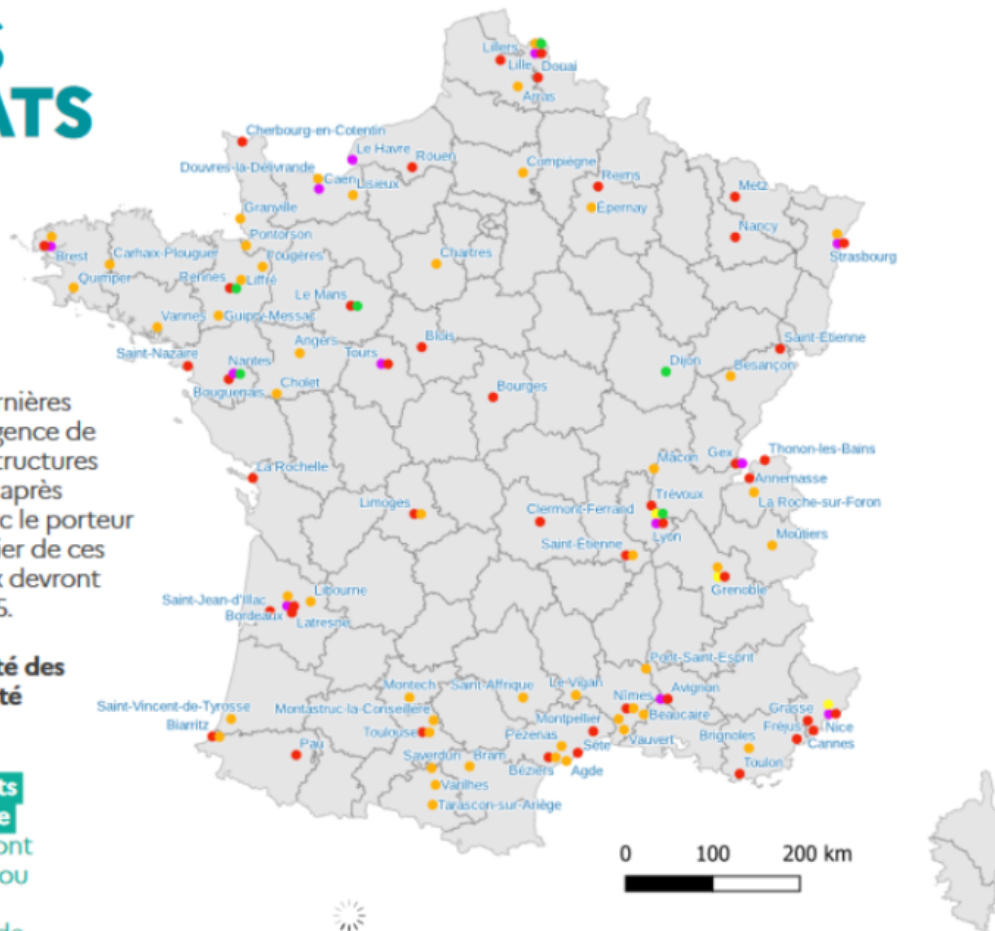
Une très grande majorité des projets présentés ont été retenus (85 %).

95 projets de transports collectifs en site propre ont été sélectionnés, dont 18 dossiers de création ou d'extension de ligne de tramway, pour 858 M€ de subventions au total.

64 projets de pôles d'échanges multimodaux ont également été retenus pour 42 M€ de subventions.

Les taux de subvention rapportés à la dépense subventionnable sont en moyenne de 17 %.

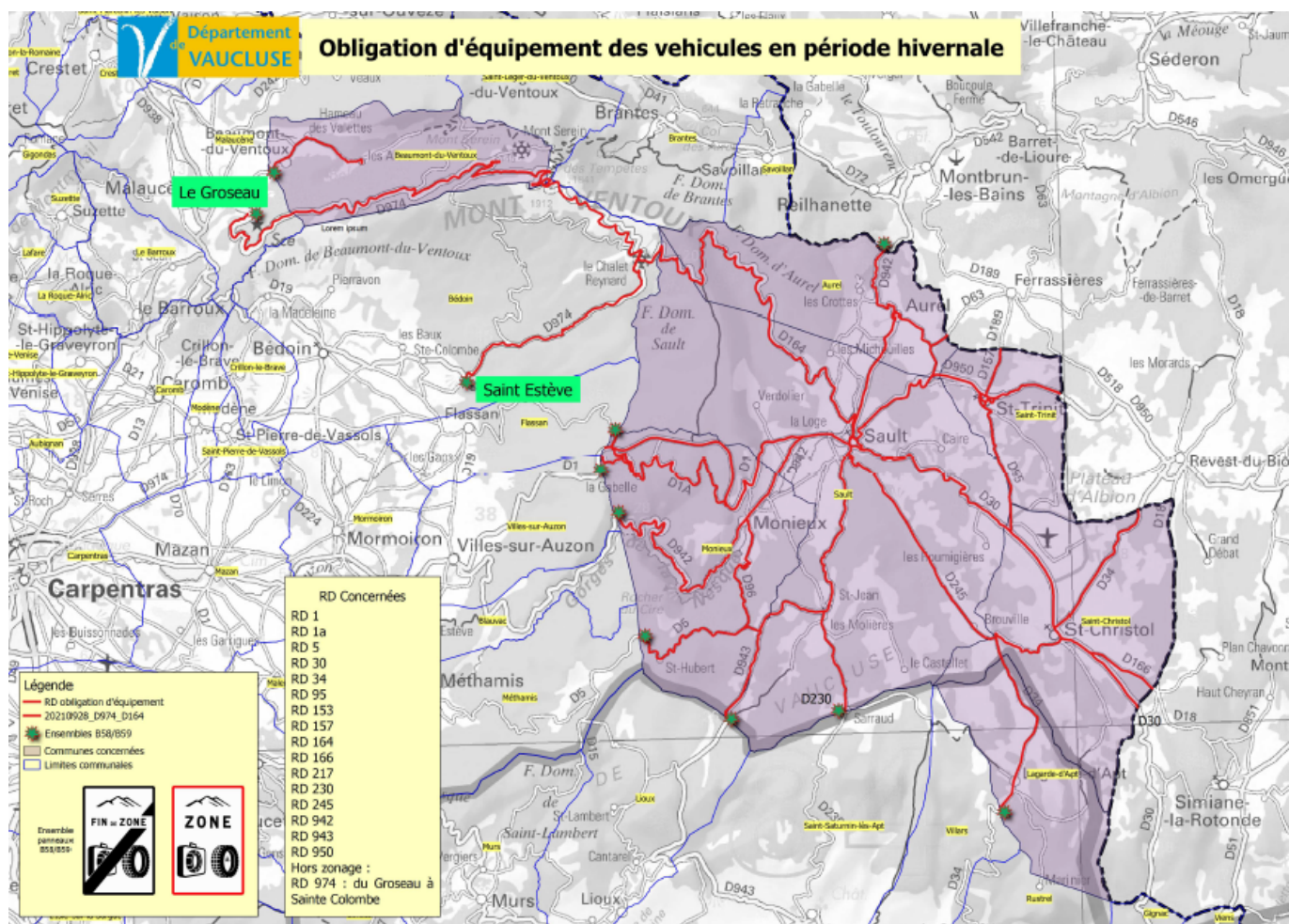
7 projets bénéficient du montant de subvention plafond de 40 M€ à Caen, Le Havre, Lille (x 2), Saint-Denis (La Réunion), Tours et Toulon.



- Amélioration
- Bus à haut niveau de service
- Câble
- Maritime
- Pôle d'échanges multimodaux (PEM)
- Tramway

Ecrit par le 31 janvier 2026

Equipements spéciaux : 9 communes vauclusiennes finalement concernées



Si à l'origine 28 communes vauclusiennes étaient classées parmi les communes du massif alpin, seules 9 communes du département seront finalement concernées par la nouvelle réglementation mise en place dans le cadre de la sécurité routière en période hivernale. Il s'agit des communes d'Aurel, Beaumont-du-Ventoux, Bédoin, Lagarde d'Apt, Malaucène, Monieux, Saint-Christol, Saint-Trinit et Sault (voir carte ci-dessus). Cependant pour les communes de Bédoin et Malaucène, « compte-tenu de leur situation géographique, seul l'axe principal d'accès au Mont-Ventoux, la RD-974, entrera dans le dispositif réglementaire », explique la préfecture de Vaucluse. Pour Bédoin cela concerne les secteurs du lieu-dit

Ecrit par le 31 janvier 2026

Saint-Estève à la partie sommitale du Mont-Ventoux alors que pour Malaucène cette zone s'étend du lieu-dit Le Groseau jusqu'au sommet du Mont-Ventoux. Concrètement cela veut dire que désormais, en période hivernale (du 1er novembre au 31 mars), les véhicules circulant sur ces communes devront disposer d'équipements spéciaux obligatoires.

Quelles obligations ?

Pour rappel, les nouvelles obligations d'équipements concernent les véhicules légers et utilitaires, les camping-cars, les poids-lourds et les autocars.

Elles ne s'appliqueront pas aux véhicules équipés de pneus à clous.

Avec cette nouvelle disposition, les véhicules légers, les utilitaires et les camping-cars devront :

- soit détenir dans leur coffre des dispositifs antidérapants amovibles (chaînes à neige métalliques ou textiles) permettant d'équiper au moins deux roues motrices,
- soit être équipés de quatre pneus hiver.

Les autocars, autobus et poids lourds sans remorque ni semi-remorque seront également soumis aux mêmes obligations que les véhicules précités. Les poids lourds avec remorque ou semi-remorque devront détenir des chaînes à neige

permettant d'équiper au moins deux roues motrices, même s'ils sont équipés de pneus hiver.

Pas d'amende pour l'instant

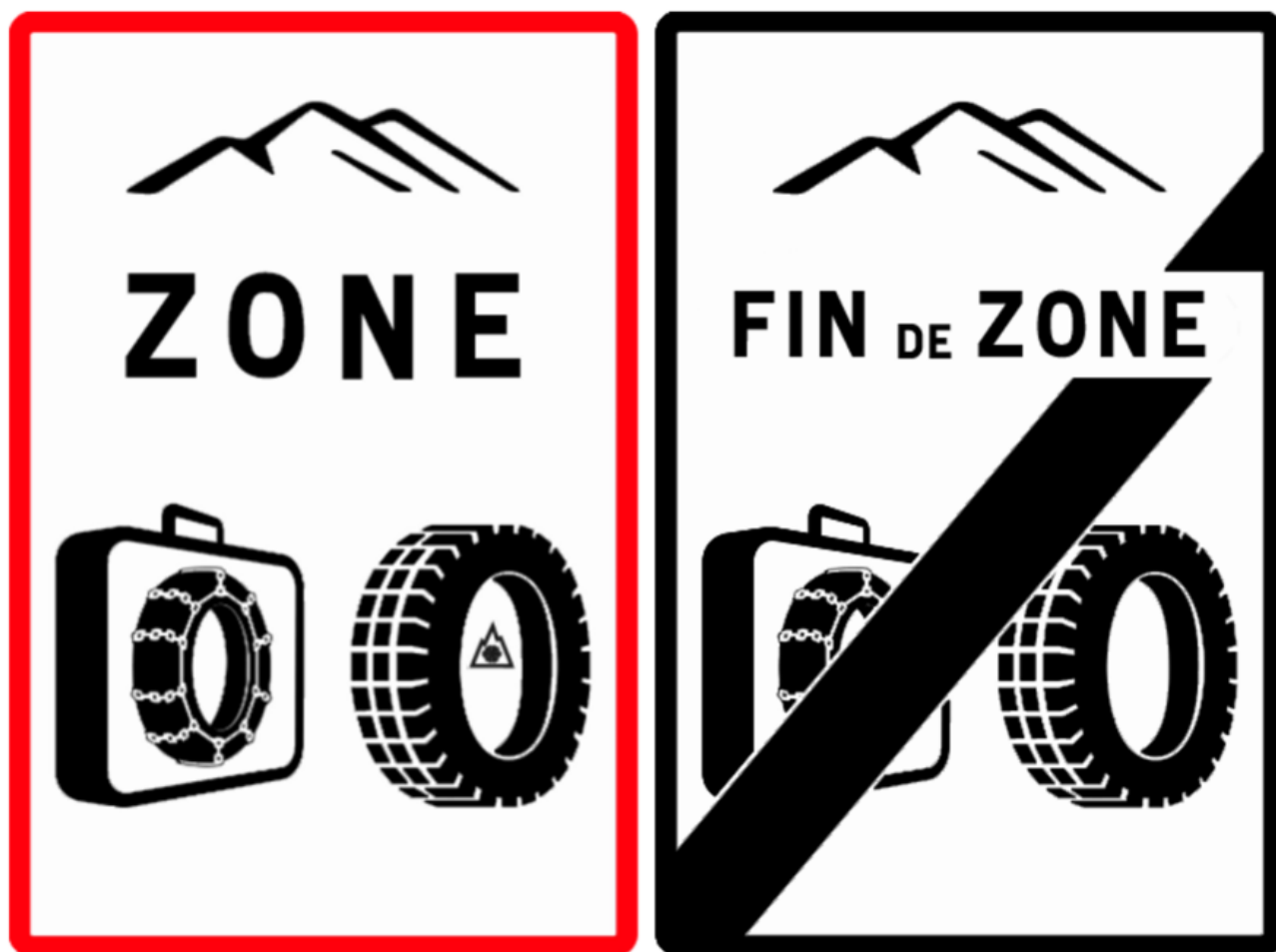
« Des opérations d'information et de pédagogie accompagneront la mise en place de ce dispositif dans les prochaines semaines, annonce la préfecture de Vaucluse qui précise par ailleurs que « Les éventuels manquements à l'obligation de détenir des chaînes à neige dans son coffre ou d'équiper son véhicule de pneus hiver dans les départements concernés ne seront pas sanctionnés cet hiver. »

[Retrouvez ici l'arrêté préfectoral définissant la liste des communes vauclusiennes relevant de l'application du décret relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale](#)

L.G.

Pneus hiver : rien n'est encore joué pour le Vaucluse

Ecrit par le 31 janvier 2026



Alors que [28 communes vaclusiennes](#) figurent dans le périmètre prévisionnel des territoires concernés par l'application de la '[loi Montagne 2](#)' rendant obligatoires des équipements spéciaux du 1er novembre au 31 mars 2021 dans certaines zones de montagne, la préfecture de Vaucluse rappelle qu'aucune décision n'a encore été prise. En effet, le préfet du département a la possibilité d'appliquer ou non ce [décret](#) visant à améliorer la sécurité des usagers de la route ainsi que les conditions de circulation en hiver (éviter les blocages lors d'épisodes neigeux notamment).

Le détail connu d'ici le 1^{er} novembre prochain

« En concertation avec les élus locaux dans le cadre des comités de massif, les préfets des départements concernés dresseront d'ici le 1er novembre la liste des communes où les usagers auront le choix entre détenir des chaînes dans leur coffre ou équiper leurs véhicules de pneus hiver en période hivernale et arrêteront les éventuelles dérogations sur certains axes routiers », confirme la préfecture de Vaucluse qui insiste sur le fait que « l'information selon laquelle les usagers auraient l'obligation d'équiper leurs véhicules en pneus neiges uniquement n'est pas exacte, le décret d'application de la loi prévoit bien ce choix. »

Ecrit par le 31 janvier 2026

Pas de sanction prévue durant le 1^{er} hiver

A ce jour, [une carte est déjà consultable](#) (1) sur le site de la Sécurité routière (il semblerait que seule la zone du Ventoux soit encore concernée et que les Monts de Vaucluse et le Luberon aient disparu).

Recensant les périmètres prévisionnels, cette carte est actualisée au fur et à mesure de la prise des décisions préfectorales qui exemptera tout ou partie des communes vauclusiennes susceptibles de voir ces obligations s'appliquer sur leur territoire. L'entrée puis la sortie dans ces zones sera alors ensuite matérialisée par deux nouveaux panneaux (voir visuels ci-dessus).

« Les éventuels manquements à l'obligation de détenir des chaînes à neige dans son coffre ou d'équiper son véhicule de pneus hiver dans les départements concernés ne seront pas sanctionnés cet hiver », précise toutefois la préfecture.

Quelles nouvelles obligations

Dans tous les cas, une fois le choix des communes réalisé par le préfet, les nouvelles obligations d'équipements concerneront les véhicules légers et utilitaires, les camping-cars, les poids-lourds et les autocars circulant dans ces zones.

Dans ce cadre, les véhicules légers, les utilitaires et les camping-cars devront :

- soit détenir dans leur coffre des dispositifs antidérapants amovibles (chaînes à neige métalliques ou textiles) permettant d'équiper au moins deux roues motrices,
- soit être équipés de quatre pneus hiver.

« Les autocars, autobus et poids lourds sans remorque ni semi-remorque seront également soumis aux mêmes obligations que les véhicules précités, expliquent les services de la préfecture de Vaucluse. Les poids lourds avec remorque ou semi-remorque devront détenir des chaînes à neige permettant d'équiper au moins deux roues motrices, même s'ils sont équipés de pneus hiver. »

A noter que ces mesures ne s'appliqueront pas aux véhicules équipés de pneus à clous.

L.G.